

Pierre de Leusse, ambassadeur de France et maire de Reichshoffen (1905-1976)

Jean-Claude Streicher



Après Paul et Jean de Leusse (voir les n° 37 et 38), voici maintenant le comte Pierre de Leusse, qui a eu une carrière diplomatique internationale chargée, tout en présidant aux destinées de la cité des Cuirassiers. On relève ainsi qu'il a été successivement le représentant du général Weygand auprès du maréchal Pétain à Vichy, puis du général de Gaulle en Suisse. Après avoir été chef du service de presse du ministère des affaires étrangères, il avait également présidé le conseil d'administration de l'ORTF...

Diplômé de l'*Ecole libre des Sciences politiques* (l'ancêtre de l'IEP, dit *Sciences Po*), Pierre de Leusse s'était d'emblée orienté vers la carrière diplomatique, à laquelle le prédestinait d'ailleurs son ascendance nobiliaire. Cornaqué par son père, le sénateur Jean de Leusse, il en a gravi successivement tous les échelons, d'attaché à secrétaire d'ambassade jusqu'à ambassadeur de France à part entière à Varsovie, Tunis et Alger ainsi qu'auprès de l'OTAN à Bonn et Washington.

Pour être exhaustif, nous aurions sans doute dû demander à pouvoir consulter son dossier personnel aux archives du Quai d'Orsay. Mais qu'y aurions-nous appris ? Ses premiers emplois de secrétaire d'ambassade à Berne, Washington et Prague ne sont pas forcément très relevants. La presse consultable sur Gallica nous renseigne d'ailleurs également, et parfois de manière surprenante. En rubrique mondaine du *Gaulois* du lundi 7 janvier 1929, on apprend ainsi que Pierre avait été « *présenté* » (parrainé) par son père ainsi que par le marquis de Montferrand au *Jockey-Club de France*, ce qui lui avait permis d'être « *reçu comme membre permanent au scrutin de ballottage* » du samedi précédent. Il était alors âgé de 23 ans.

A partir de 1931 au moins, il est aussi membre, comme secrétaire d'ambassade, de l'*Office central des œuvres de bienfaisance et services sociaux*, sorte de *Lion's Club* plutôt fréquenté par les personnalités à particule. En novembre, il publie même dans le bulletin de cet Office une note de trois pages sur le *Caritas Verband* allemand. Ce qui lui valut de pouvoir siéger à partir de l'année suivante à la

Commission Publicité et Fêtes de Charité de l'Office ainsi qu'à son département chargé des *Enquêtes sur les œuvres charitables à l'étranger et des correspondances charitables internationales*. Il est cité comme membre de cette organisation jusqu'en février 1942, puis de nouveau en 1946. Ce qui explique qu'il siégeait aussi, en mai 1972, comme ambassadeur, au *Comité national de soutien de la Croix-Rouge française*.

Jusqu'à fin 1935, il a été secrétaire de l'ambassade de France à Washington. C'est donc le 30 novembre 1935, selon le quotidien artistique parisien *Cœmédia*, qu'il a embarqué avec son épouse Odile, née Veillard, sur le *Champlain* pour prendre de nouvelles fonctions sur le Vieux-Continent. Était-ce à Prague, ou directement à Vienne ? Nous ne saurions dire.

Il est en tout cas en poste dans la capitale autrichienne en 1936, lors du congrès-pèlerinage international des anciens combattants pacifistes organisé par les *Prêtres Anciens Combattants* de l'abbé Bergey, ancien député de la Gironde. Son ancien maître du Collège St-Clément de Metz, le Père Pioche, jésuite, président des *Anciens Combattants et des Mutilés de la Moselle*, avait alors obtenu qu'il leur servît de guide à travers le palais de la *Hofburg*, après leur réception par le Chancelier Schuschnigg.

« *Le très distingué diplomate, raconte l'un des participants, nous conduisit (alors) avec une bonne grâce parfaite à travers les splendides appartements, dont il nous détaillait les richesses. Soudain, nous nous arrêtons, frappés d'une surprise qui pour un peu toucherait à l'effroi. Tout près, un bruit terrifiant*

s'élève et grandit, venant vers nous comme une trombe. Nous croyons voir osciller les murs. Est-ce un tremblement de terre ? M. de Leusse, paisiblement, nous rassure : non, ce n'est rien. Là, derrière cette paroi, il y a un passage voûté, sous les constructions du château, qui débouche sur la campagne. Ce bruit, c'est le Chancelier qui s'en va. Il rentre comme chaque soir dans sa maison, à toute allure, avec deux automitrailleuses devant et derrière sa voiture et une escorte de motards. Vous comprenez ? Un attentat est toujours possible. »¹

Geoffroy Chodron de Courcel, l'ami gaulliste

Pierre de Leusse suivit ensuite l'ambassadeur Gabriel Puaux à Beyrouth², lorsque celui-ci y fut nommé haut-commissaire de la République au Levant (le Liban et la Syrie sous mandat français depuis 1920). Les *Annales Coloniales* du mardi 10 janvier 1939, nous apprennent que c'est à Marseille et avec l'ambassadeur Puaux qu'il est monté le jeudi 5 dans l'avion d'Air France pour prendre à l'autre bout de la Méditerranée ses nouvelles fonctions de « *secrétaire d'ambassade et de chef-adjoint du cabinet politique* ».

En 1939, à la déclaration de guerre, il est mobilisé comme sous-lieutenant de cavalerie, toujours à Beyrouth. Si bien que le général Weygand, qui avait reçu fin août 1939 le commandement des forces françaises du TOMO (*Théâtre d'opération du Moyen-Orient*), le prendra alors comme officier de liaison. Bien entendu, Pierre de Leusse le suivit en France, lorsque Weygand dut le 18 mai 1940 remplacer au pied levé le généralissime Gamelin destitué par Paul Reynaud.

Le 6 juin 1940, il rencontre ainsi dans un couloir du ministère de la guerre, rue St-Dominique à Paris, un collègue et ami de longue date, Geoffroy Chodron de Courcel, attaché d'ambassade à Athènes, qui ayant été mobilisé comme lieutenant dans un escadron d'automitrailleuses de l'armée du Levant à Beyrouth, était venu demander d'être affecté dans une unité combattante en métropole.

Pierre de Leusse lui signala alors que le général de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la guerre depuis la veille, avait pressé Weygand de lui affecter un officier d'ordonnance. Il avait pensé à un candidat, mais celui-ci était injoignable. Il proposa donc le poste à de Courcel, qui ne dit pas non. Weygand donna également son accord, puis une heure plus tard, de Leusse présenta son collègue au général de Gaulle dans son bureau, au rez-de-chaussée du ministère. Il accepta à son tour. De Courcel put ainsi prendre ses nouvelles fonctions dès le lendemain matin 7 juin³.

Geoffroy Chodron de Courcel sera ainsi dix jours plus tard, le soir du 17 juin à Bordeaux, le seul Français à monter avec le général de Gaulle dans l'avion qui ramenait à Londres le général britannique Spears, représentant de Churchill auprès de l'ex-gouvernement Reynaud, pour continuer la guerre depuis l'Angleterre. Puis à *Carlton Gardens*, il sera le chef de cabinet du chef de la *France Libre* jusqu'en août 1941, date à laquelle il partit combattre en Libye.

Pierre de Leusse, par contre, resta auprès du général Weygand. Il le suivit à Bordeaux, où celui-ci devint le 17 juin le premier ministre de la défense nationale du maréchal Pétain. Charles Pomaret, alors ministre de l'intérieur, note ainsi dans ses mémoires que le 22 juin, à Bordeaux au conseil des ministres, Weygand et de Leusse avaient réceptionné ensemble les conditions d'armistice allemandes que leur dictait depuis la clairière de Rethondes, par une liaison téléphonique à peine audible, le général Huntziger, chef de la délégation française⁴.



Pierre de Leusse

Dans ses propres mémoires, Weygand rapporte au contraire que c'était, non pas de Leusse, mais son officier d'ordonnance historique, devenu son chef de cabinet, le capitaine Gasser, qui nota alors par écrit les 24 articles des conditions allemandes, que Weygand répétait à haute voix au fur et à mesure qu'il les entendait de Huntziger, afin d'éviter toute erreur de transcription⁵. Qui croire alors, Pomaret ou Weygand ?

Après l'armistice, Pierre de Leusse s'installe à Vichy avec Weygand, toujours ministre de la défense nationale. Il y était donc lors de l'Assemblée nationale du 10 juillet, et selon sa bru, Mme Antoinette de Leusse, il aurait recommandé à son père, le sénateur Jean de Leusse, de voter « oui », puisqu'il n'y avait pas « *d'autre issue* ».

L'exfiltration de Mme Dollfuss et de ses deux enfants

Le grand haut fait de Pierre de Leusse, comme 3^e secrétaire de l'ambassade de France à Vienne, est d'avoir réussi dans la nuit du 11 au 12 mars 1938 à exfiltrer d'Autriche, avec ses deux enfants, la veuve du chancelier Dollfuss, que les nazis avaient assassiné le 25 juillet 1934. Il l'a raconté à l'historien Philippe Bourdrel, qui l'a ensuite résumé dans son livre « *Nous avons fait Adolf Hitler* », paru chez Ramsay en 1983.

Ce soir-là, écrit Bourdrel en substance, Mme Dollfus avait demandé asile à la légation de France avec ses deux enfants, dont l'un avait de plus la jambe cassée à la suite d'un accident. Pierre de Leusse décida aussitôt de les amener à Bratislava, capitale du pays slovaque, à une heure d'automobile de Vienne. A une dizaine de kilomètres de la frontière, cependant, un barrage de civils porteurs de brassards à croix gammée, les obligea à stopper. Pierre de Leusse expliqua qu'il conduisait sa femme et ses enfants chez des amis tchécoslovaques. On lui permit de repartir.

Mais à une heure du matin, la frontière tchèque, elle, était bouclée. Laisant Mme Dollfuss et ses enfants dans la voiture, Pierre alla parlementer avec les policiers en faction. Il n'était pas le premier ! Des dizaines d'Autrichiens, fuyant visiblement les nazis, attendaient dans la salle des douanes de pouvoir eux aussi passer la frontière. Il eut alors l'idée d'appeler un taxi pour être conduit à Bratislava. Là, à deux heures du matin, il obtint que l'on réveille le préfet. Celui-ci, après un coup de téléphone à Prague, donna des instructions au poste frontière. Mme Dollfuss et ses enfants purent ainsi se réfugier en Tchécoslovaquie (p. 263-264, trouvé grâce à Gallica).

Le torpillage des accords Darlan-Abetz

Il resta à Vichy, lorsque début octobre 1940 Weygand fut nommé à Alger délégué du gouvernement pour toute l'Afrique française. Avant de s'y rendre, Weygand recomposa son état-major. Et c'est à ce moment-là qu'il évoque pour la première fois Pierre de Leusse dans ses mémoires. « *Le commandant Gasser, écrit-il, continua auprès de moi ses fonctions de chef de cabinet, tandis que M. de Leusse, démobilisé, demeurait à Vichy à la tête de mon bureau de liaison avec le gouvernement.* »⁵

Pierre de Leusse fera alors l'interface entre Vichy et Alger dans les deux sens, écrit Jacques Weygand, le fils cadet de l'ancien généralissime⁶. Il dirigea « *l'antenne vichysoise de la délégation générale en Afrique* », confirme Guy Raïssac, le biographe de Weygand⁷.

Cela n'a pas été une sinécure. Dans son journal, Pierre de Leusse note, désabusé : « *Le gouvernement est devenu un panier de crabes, s'entre-dévorant. C'est à qui fera le plus de crasses à qui garde son poste.* »⁸ Mais Henri Du Moulin de Labarthète, le chef du cabinet civil du Maréchal, était toujours enchanté de l'avoir en sa compagnie. Il appréciait de faire « *de longues marches à pied, l'hiver, en compagnie de Pierre et d'Odile de Leusse.* »⁹

Notre agent de liaison ne réapparaît toutefois dans les mémoires de Weygand que le 15 mai 1941. Il lui apporte alors en avion à Alger une communication de l'amiral Darlan, chef du gouvernement, exposant la teneur de ses négociations avec Hitler et Otto Abetz, qui représentait Ribbentrop à Paris. Cette

communication disait entre autres : « *Si nous collaborons avec l'Allemagne, sans pour cela nous ranger à ses côtés pour faire délibérément la guerre à l'Angleterre, si nous lui donnons certaines facilités, nous pouvons sauver la nation française, réduire au minimum nos pertes territoriales, jouer un rôle honorable, sinon important dans l'Europe future.* » Weygand y mit son commentaire négatif, que Pierre de Leusse rapporta le lendemain à Darlan à Vichy⁵.

Fin mai, du Moulin de Labarthète apprend que Darlan avait signé avec Abetz des protocoles dits de Paris. Aussitôt, il pressa Pierre de Leusse de « *faire venir son patron sur le champ* » afin qu'il en confère avec le gouvernement.

« *Le lendemain, poursuit du Moulin, Pierre de Leusse réussit à obtenir du général Huntziger (alors ministre de la guerre), mais pour quelques instants seulement, le texte de (ces) protocoles et les copiera à l'heure du déjeuner. Je les lui réclame. Mais de Leusse est exclusif. Il veut réserver l'aubaine à son général. Et comme j'invoque les quelques rapines auxquelles il s'est déjà livré dans mes propres papiers, il accepte de me laisser jeter un rapide coup d'œil sur le document. J'en sais assez maintenant pour mesurer l'étendue des concessions (Bizerte, Dakar...) de l'amiral. Et j'entreprends doucement le siège du Maréchal.* »⁹

Weygand débarque à l'aérodrome de Rhue, près de Vichy, le 2 juin suivant vers 16 h 30. Pierre de Leusse l'y avait attendu en compagnie du général Koeltz, un Alsacien, directeur des Services de l'armistice, et du général Laure, chef du cabinet militaire du Maréchal⁵.

Le lendemain, le Petit Conseil (des ministres) a été des plus orageux. Weygand en sort excédé et va déjeuner avec le colonel Gasser et Pierre de Leusse dans un restaurant des environs, où se trouvait déjà du Moulin de Labarthète avec deux ministres. Celui-ci vint s'asseoir à leur table. C'est alors que Weygand, pour les faire capoter, a l'idée d'ajouter aux protocoles des demandes inacceptables pour les Allemands⁵.

Mais « *je reste sceptique, termine du Moulin. Pierre de Leusse, à qui j'en parle le soir, traitera froidement Bouthillier (le ministre des finances, partisan de Darlan) d'agent de la 5^e colonne.* » A l'affaire des protocoles, s'était superposée l'attaque gaullo-britannique au Levant. du Moulin note que Pierre de Leusse soutenait alors que celle-ci était motivée par le débarquement de « 500 Allemands » en Syrie. Ce qui était manifestement une information diffusée par la BBC, mais fausse⁹.

Le 16 octobre 1941, accompagné du général Laure et de du Moulin de Labarthète, Pierre de Leusse accueille à nouveau à l'aérodrome de Rhue le général Weygand, qui avait été rappelé « *sous un prétexte quelconque. En quelques mots, détaille du Moulin, je mets le général au courant de la situation. Le général Laure (par contre) concentre ses foudres sur Pierre de Leusse, qu'il accuse d'indiscrétion et de provocation.* »⁹ Visiblement, ce dernier était déjà passé dans le camp gaulliste. Par le biais de son ami Geoffroy Chodron de Courcel ?

Furieux de l'échec des *Protocoles de Paris*, Otto Abetz, l'ambassadeur allemand à Paris, pressa ensuite Darlan d'évincer Weygand. Pierre de Leusse devait donc cesser d'être à son service. Dans un premier temps, l'amiral le fit remettre le 31 octobre 1941 à la disposition du ministère des affaires étrangères, sans préavis, car il lui reprochait « *trop de pénétration et de franchise* ». Weygand lui répliqua aussitôt pour s'étonner de l'inélégance du procédé et lui dire combien au contraire il avait apprécié depuis deux ans le dévouement de son officier de liaison, au titre civil comme au titre militaire, et qu'il allait justement le proposer pour la Légion d'honneur. Il lui demandait donc que cette appréciation figurât dans ses notes⁵.

Weygand dans la villa des de Leusse

Le 18 novembre, enfin, Weygand, qui était revenu à Vichy, accepta d'être mis à la retraite. Il passa alors deux semaines dans la banlieue de Toulon, en attendant d'être rejoint par son épouse. Du coup, Pierre de Leusse lui offrit l'hospitalité de la villa de ses parents au Pradet, située entre Toulon et la presqu'île de Giens, pendant que lui-même se disposait à rejoindre Lugano, où il avait finalement pu être recasé comme consul de France.

Mais le jour où Weygand vint s'installer au Pradet, le comte et la comtesse Jean de Leusse étaient à Vichy, où Pétain les avait invités à dîner. Au cours du repas, le Maréchal dira sa satisfaction que Pierre ait pu être réaffecté en Suisse. Il pria également son collaborateur Ribière de ne pas laisser Weygand chez les de Leusse, parce que « *il aura trop de visites de mécontents, et il y en a beaucoup* ». Il ne voulait pas non plus qu'il demeure « *trop près de la mer et des bateaux* » (sous-entendu : pour ne pas succomber aux sollicitations des Américains, qui étaient disposés à lui confier le commandement des armées françaises après leur débarquement en Afrique du nord).

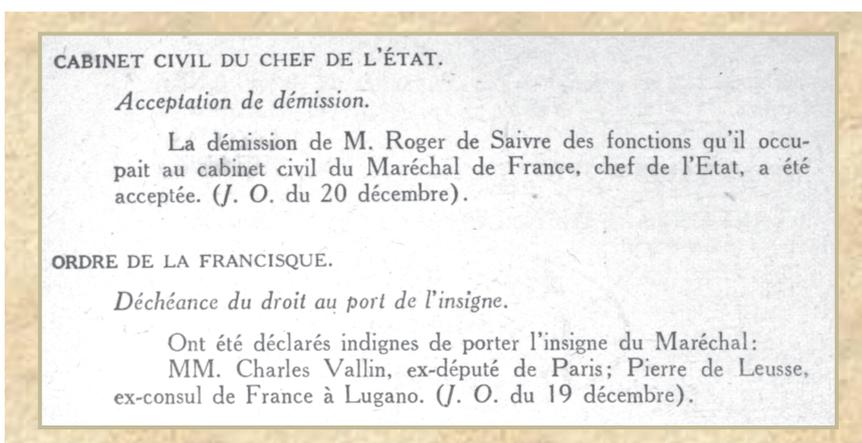
Toujours très surveillé par les agents de Darlan, Weygand emménagea dans un hôtel de Grasse, puis dans une villa des environs de Cannes, jusqu'à sa déportation en novembre 1942 en Autriche. Il a gardé de ses hôtes un souvenir ému. « *Je reçus (alors), dit-il, de la part du comte et de la comtesse de Leusse et de leurs enfants, dans leur propriété, un accueil d'une telle qualité que je leur demeurerai toujours reconnaissant.* »⁵

Le représentant de de Gaulle en Suisse

Selon Mme Antoinette de Leusse, sa bru, Pierre de Leusse se serait installé à Lugano avec toute sa famille, mais aurait signifié sa démission à Vichy « *au bout de trois semaines.* »² Ian Hamel soutient au contraire qu'il y est resté jusqu'en janvier 1943, date à laquelle Vichy le dessaisit de toutes fonctions « *en raison de ses idées politiques non conformistes* »¹⁰.

Ces affirmations contradictoires sont départagées par le *Journal officiel* du 19 décembre 1942, qui annonce en effet que Pierre de Leusse, ex-consul de France à Lugano, a été déclaré « *indigne de porter l'insigne du Maréchal* » (la francisque).

Dans le *Bulletin hebdomadaire du Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères*, 22 décembre 1942, p. 598, Gallica.



A partir de février 1943, le voilà représentant de la *France combattante* et du général de Gaulle en Suisse sous le nom de guerre de Balagny. Il réside 16 rue St-Pierre à Fribourg et déploie « *une activité politique débordante* » en liaison tout à la fois avec Londres, les représentations anglaises et américaines à Berne, qui lui auraient alors versé « *de très fortes sommes d'argent* », ainsi qu'avec les mouvements de la Résistance française intérieure. Il assure la liaison avec le QG de la *France libre*, avance le colonel Groussard, « *grâce à la valise diplomatique tchèque et les services de transmission de l'ambassadeur Kopecky* »¹¹.

Les services secrets helvétiques ne le lâchent donc pas d'une semelle, écoutant ses conversations téléphoniques, photocopiant son courrier et le filant dans chacun de ses déplacements. Aux archives fédérales, leurs rapports d'écoutes remplissent ainsi pas moins de quatre cartons. Mais selon les historiens qui les ont consultés, ils ne contiennent rien de sensationnel.

Les enjeux, pourtant, n'étaient pas minces. Henri Frenay, le chef et fondateur du réseau de résistance non gaulliste *Combat*, supportait alors mal la diminution des financements qu'il touchait de la *France Libre* (3,5 millions de francs par mois, au lieu de cinq précédemment). Il se persuadait qu'on cherchait à l'empêcher de prendre trop d'importance. En accord avec d'autres mouvements (*Franc-Tireur* et *Libération-Sud*), il décida alors de monter à Genève une délégation générale de la Résistance non communiste, en vue d'obtenir des financements américains, via Allen Dulles, le représentant des services secrets américains installé à l'ambassade des Etats-Unis de Berne depuis l'automne 1942.

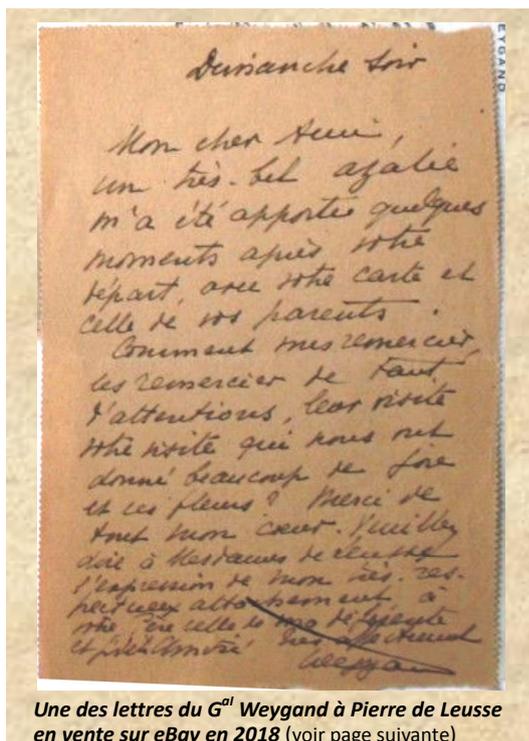
Dès avril, Frenay décroche ainsi un versement de 37 millions de francs (suisse ou français ?). Aussitôt Londres pressa Pierre de Leusse d'intervenir auprès de l'ambassade américaine de Berne pour faire cesser toutes relations avec *Combat* afin d'éviter « *une mainmise américaine sur la Résistance française* ». Frenay répliqua en reprochant à de Gaulle d'avoir comme délégué en Suisse un représentant officiel de Vichy et non pas « *un camarade loyal et fidèle* ». De même, Jean Moulin pria le chef de la France libre de remplacer Balagny par un homme plus « *sûr politiquement* ».

Robert Belot et Gilbert Karpman, les historiens de ces querelles, ajoutent que Pierre de Leusse « *est très rapidement dépassé par les événements. Il est contourné par les autres expressions de la Résistance intérieure. Surtout, il est supplanté par la puissante et active délégation des MUR (Mouvements unis de la Résistance) en Suisse.* » Fin 1943, celle-ci finira ainsi par obtenir un prêt de 3 millions de francs suisses, à partager en trois : le premier tiers à Pierre de Leusse pour son action humanitaire en faveur des prisonniers d'Allemagne ; le second, à l'action contre l'ennemi conduite par la Résistance intérieure ; et le dernier, pour ses services sociaux^{12 13}.

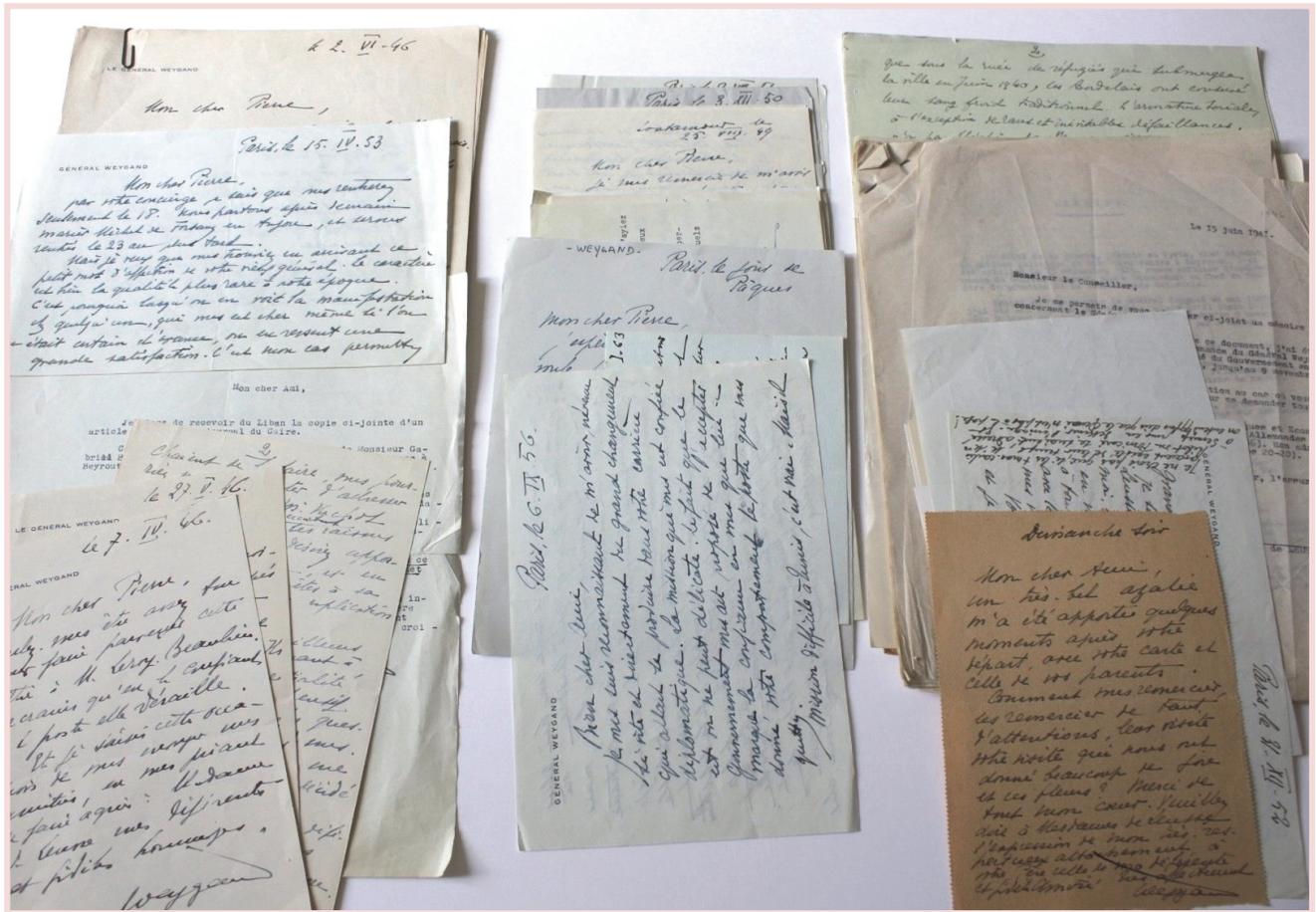
Henri Noguères évoque lui aussi ces luttes d'influence dans son *Histoire de la Résistance*, mais en ne se fondant que sur les *Carnets secrets* du colonel Groussard, ancien maréchaliste passé au service du renseignement britannique. Il écrit : « *Pierre de Leusse eut beaucoup de peine à concilier sa propre délégation avec celle de la délégation du MUR. Il y réussit grâce à ses qualités de diplomate. (Avec l'aide de Groussard), il réussit à faire comprendre à cette délégation du MUR la nécessité impérieuse de prendre liaison avec les Britanniques, car jusqu'en juillet 1943 les MUR n'avaient voulu prendre aucun contact avec eux.* »¹⁴

Enigmatique, le colonel Groussard ajoute également : « *C'est à Pierre de Leusse que je transmettais les renseignements d'ordre politique et moral. Par de Leusse, les Français de Londres recueillaient ces indications qui grâce à certains de mes agents, auraient dû, en plusieurs occasions importantes, leurs dessiller les yeux sur certains de leurs futurs "grands hommes". Ils ne m'envoyèrent jamais un merci.* »¹⁴

Sur l'arrière-plan financier, Pierre Assouline apporte sa propre interprétation : « *Le diplomate dissident Pierre de Leusse, 38 ans, (est) un de ceux qui tiennent les cordons de la bourse pour la Résistance. (Il) a de plus en plus de mal à boucler son budget, d'autant que le dépôt de garantie accordé aux gaullistes genevois par la Société de banque suisse et le Crédit suisse n'a pas encore été versé à New York, malgré l'urgence de l'heure. Finalement, la Banque d'Angleterre, encore une fois, y pourvoira et les*



Une des lettres du G^{al} Weygand à Pierre de Leusse en vente sur eBay en 2018 (voir page suivante)



Echantillon de lettres adressées par le général Weygand à Pierre de Leusse entre 1946 et 1956 – Vente eBay 2018

réfugiés français (en Suisse) ne seront pas démunis, aussi bien l'anonyme prolétaire en rupture de maquis que les parents de Pierre Mendès-France qui viennent d'arriver. »¹⁵

Se posait aussi la question de la reconnaissance officielle par la Suisse de la représentation sur son territoire du CFLN (Comité français de libération nationale), qui depuis le 3 juin 1943 fusionnait à Alger le Comité national français de Londres (gaulliste) et le Commandement en chef français civil et militaire d'Alger (giraudiste). Alger demandait à pouvoir l'établir à Berne, la capitale confédérale. Mais les Suisses, qui avaient toujours leur consulat à Vichy, proposaient Genève, car Berne était toujours la résidence du chargé d'affaires vichyssois, un certain colonel Rudloff, attaché militaire de l'ambassade.

Pierre de Leusse chercha à l'évincer. Il trouvait son attitude « indéfendable », sa présence « inutile », préférant qu'il se contente de « toucher tous les mois son traitement de Vichy et de réfléchir sous le portrait du maréchal Pétain aux destinées de l'armée française ». Mais Pierre de Leusse ignorait que le SR d'Alger avait demandé à Jean Jardin, le chef de cabinet de Pierre Laval à Vichy, de maintenir le colonel à Berne quoiqu'il arrive, pour qu'il puisse continuer de lui être le plus utile possible sous la meilleure couverture imaginable : l'ambassade.

Pierre de Leusse s'irrita également contre le commandant Pourchot, autre fonctionnaire de l'ambassade de France à Berne nommé par Vichy, qui avait le très rare privilège de disposer d'un poste émetteur et de pouvoir ainsi communiquer en permanence avec Alger, alors que les agents du CFLN et de la Résistance avaient alors le plus grand mal à envoyer leurs télégrammes au BCRA, le service de renseignement français à Londres¹⁵.

Avec André Bettencourt

Pierre de Leusse ne sera donc pas nommé à Berne. Sous le vocable de *Mission*, il représentera finalement le CFLN, puis le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) à Genève, 39, quai Wilson. Mission où siégeront également des représentants des MUR ainsi que *in fine* du MNPGD (Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés) animé par Maurice Pinot et François Mitterrand.

Un moment, Pierre de Leusse partagea ainsi son bureau avec André Bettencourt du réseau Pinot-Mitterrand, qui avait pu passer en Suisse grâce au réseau anti-communiste *Alliance* de Pierre de Bénouville et une lettre de recommandation d'Eugène Schueller, le PDG du groupe de cosmétiques *L'Oréal* et ancien mécène de la *Cagoule*, lettre qui avait fait

passer Bettencourt pour un employé de sa filiale suisse¹⁶. Comme on sait, Bettencourt, ayant épousé la fille unique de Schueller, sera ensuite le patron du groupe *L'Oréal*.

Le renseignement n'entrant définitivement pas dans ses compétences, la Mission de Leusse n'a alors qu'un rôle politique (garder le contact avec les services américains installés en Suisse) et humanitaire (aider financièrement ou autrement les Français réfugiés en Suisse). C'est ainsi qu'au début de 1944, le politologue Bertrand de Jouvenel vint à frapper à la porte de l'« *ambassade* » de la France combattante, alors encore basée à Fribourg. Passé en Suisse courant 1943, il voulait se rendre utile à son pays, bien qu'âgé déjà de 43 ans. Mais il ne mit pas longtemps à comprendre que cette ambassade était « *une administration complexe, où se côtoyaient vichysois et gaullistes* ». Il fut présenté à « *un homme sympathique : Pierre de Leusse, qui, lui, se réclamait de De Gaulle. Je lui demandai conseil, désireux de m'engager dans l'armée française. Il me convia à me rendre à Genève où existait un centre de recrutement* ».

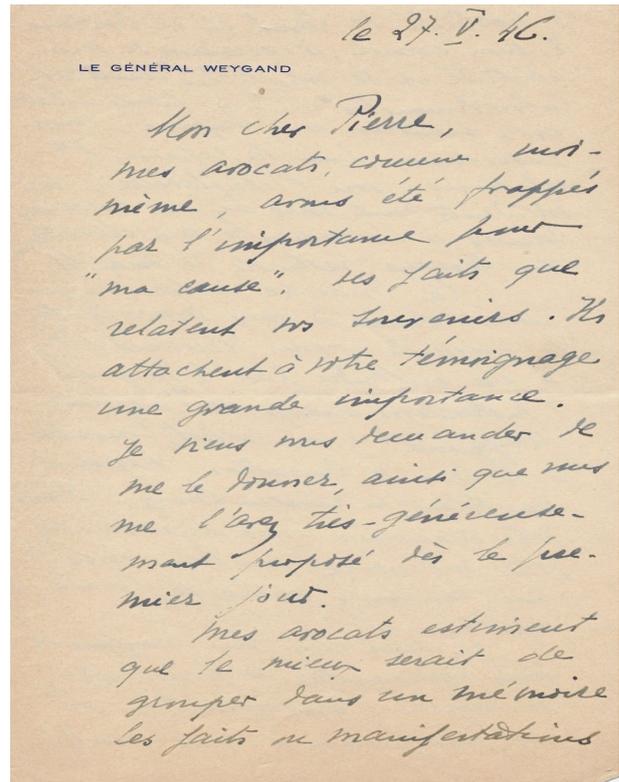
Mais le conseil n'était pas des plus judicieux. Car « *lorsque j'(y) eus décliné mon état de soldat de 2^e classe, poursuit Bertrand de Jouvenel, il me fut répondu que je ne serais aucunement utile, ces recrues abondant. J'appris ensuite que j'aurai pu être incorporé à l'état-major du général de Lattre.* »¹⁷

Puis, à mesure que le front s'approchait des frontières allemandes, la Mission de Leusse reçut une troisième tâche. Celle d'être aussi une antenne du *Commissariat français aux prisonniers, déportés et réfugiés*, à la tête duquel de Gaulle venait de nommer Henri Frenay, le chef et fondateur du réseau *Combat*. Il y eut alors un petit incident de préséance. Pierre de Leusse, en effet, signalait son bureau et domicile genevois au moyen d'un drapeau français, ce qui était contraire aux usages diplomatiques, le pavoisement étant réservé aux représentants diplomatiques ou consulaires de plein droit. Le 2 septembre 1944, le département de justice et police du canton de Genève s'en plaignit auprès du procureur général de la Confédération à Berne pour en obtenir le retrait¹⁸.

Concernant les ouvriers et les PG français séjournant encore en Allemagne et en Autriche, la Mission de Leusse devait « *centraliser* » tout renseignement sur leur situation et leurs camps, par l'intermédiaire notamment des derniers délégués de la *Croix-Rouge internationale* admis à circuler dans le *Grand Reich*¹⁸. A la fin, Pierre de Leusse devait aussi obtenir du gouvernement helvétique la possibilité pour ces ouvriers et PG de se rapatrier par la Suisse. Selon ses estimations, leur nombre pouvait dépasser les 100 000. Mais le Dr Rothmunch, directeur de la police fédérale, fit savoir qu'il ne

pouvait en être question. Berne pouvait seulement envisager que soient créées des structures d'accueil côté allemand, auxquelles il pourrait envoyer des médecins, des assistants et des médicaments¹⁹.

Après la guerre, Pierre de Leusse resta en contact avec le général Weygand. En 1946, il l'aida à organiser sa défense dans un procès d'épuration, qui devait être la répétition de celui du maréchal Pétain d'août 1945. Une correspondance, proposée sur eBay fin octobre 2018 pour 800 €, en fait foi. L'ancien officier de liaison témoigna même en sa faveur, contribuant ainsi à laver l'ancien généralissime de tout soupçon de haute trahison⁷.



Lettre du Gal Weygand à Pierre de Leusse concernant le procès de 1946

Ambassadeur de France

Après la guerre, Pierre de Leusse put reprendre le fil normal de sa carrière diplomatique, d'abord comme sous-directeur, puis comme directeur d'Europe centrale au quai d'Orsay en 1948-1949, chef du service de presse du ministère, puis comme ambassadeur de France en Pologne en 1954, à Tunis en 1956, comme représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Otan à Bonn et à Washington de 1959 à 1967, puis comme ambassadeur à Alger en 1967.

Carrière, dont son collègue François Seydoux de Clausonne, qui avait son âge, a gardé le souvenir suivant : « *Aristocrate qui sentait la terre, gentil-homme qui ne redoutait pas les gauloiseries, diplomate au franc-parler, Pierre de Leusse était au temps de Robert Schuman, de Georges Bidault et de Pierre Mendès-France le plus endiablé, le plus vivant,*

le plus amusant, le moins conformiste de l'équipe que nous constituions au quai d'Orsay... Je me le rappelle aux conférences internationales comme chef du service de presse, un métier qui semblait fait pour lui, où il excellait devant les journalistes, qui appréciaient ses compétences, sa verve, ses plaisanteries, sa gentillesse. Le soir dans sa chambre, nous nous pressions pour l'entendre raconter les secrets de la journée qu'il récoltait en fin limier, et aussi les potins qu'il glanait dans l'intention de nous divertir, le travail achevé... »

Ambassadeur à Tunis, de Leusse démissionna, lorsqu'il apprit que l'avion qui transportait Ben Bella du Maroc en Tunisie avait été contraint d'atterrir en Algérie. « *Un geste qui aurait pu lui coûter cher* », ajoute François Seydoux ... Il a ensuite été représentant permanent de la France auprès du Conseil atlantique, où il se fit l'avocat de la solution raisonnable, qui consistait à se retirer de l'organisation militaire intégrée (l'OTAN), tout en restant dans l'alliance. « *Le général de Gaulle aurait voulu aller plus loin. Les demi-mesures ne lui convenaient pas. Tout autre que de Leusse n'eût sans doute pas réussi. Mais de Gaulle estimait en lui l'Alsacien, le maire de Reichshoffen, le patriote, le diplomate, qui se cabrait lorsqu'il désapprouvait.* »²⁰

Gaulliste sûr, Pierre de Leusse succéda à Wladimir d'Ormesson comme président du conseil d'administration de l'ORTF lors de la crise de mai-juin 1968 jusqu'en 1972. C'était un conseil de 24 membres désignés pour trois ans, une moitié représentant l'Etat, l'autre les auditeurs et téléspectateurs. Il devait définir les lignes générales de l'action de l'établissement, délibérer son budget et en contrôler l'exécution. Sa gestion inégale des temps de parole lors de la première élection présidentielle au suffrage universel vaudra cependant à Pierre de Leusse d'être convoqué le 30 avril 1969 par Alain Poher, président du Sénat et président de la République par intérim. Celui-ci le rappela alors « *courtoisement* » à ses

devoirs d'objectivité dans les émissions radiophoniques et télévisées, car leur « *partialité intolérable provoquait de vives protestations.* »

François Seydoux, qui avait pareillement représenté la France à l'OTAN et administré l'ORTF, ajoute : « *Amené à se retirer sous le coup d'orages politiques qui l'atteignaient injustement, Pierre de Leusse était nommé au Conseil d'Etat. Mais la maladie l'avait déjà frappé avant de franchir la porte du Palais royal. Elle continua son œuvre. Il n'était plus le même. La force et la joie l'abandonnaient.* »²⁰

Deux compléments peuvent être apportés à cet hommage. D'abord sur ses fonctions de chef du service de presse du Quai d'Orsay. Le 26 mars 1952, Pierre de Leusse eut ainsi l'honneur de remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au correspondant à Paris du quotidien suédois *Svenska Dagbladet* Sven A. Auren²¹. C'est le journaliste justement dont nous avons résumé dans la revue *L'Outre-Forêt* le compte-rendu de son voyage de presse à l'ouvrage du Hochwald en octobre 1940²². Auparavant, Sven A. Auren avait également couvert la guerre russo-finlandaise.

L'autre complément porte sur la crise de l'ORTF. Après la présidentielle de 1969, deux rapports parlementaires avaient gravement mis en cause la gestion et le mode de fonctionnement de celui-ci. L'un d'eux avait, entre autres, rappelé un propos tenu par le président de Leusse en conférence de presse : « *L'affaire du fichier de l'ORTF proposé à une société privée, n'existe pas. Aucun fichier n'a disparu à l'ORTF et cette affaire ne repose sur rien.* » Ajouté à bien d'autres révélations accablantes, l'ORTF s'était condamné. Trois jours après les avoir défendu, le premier ministre Jacques Chaban-Delmas acceptait donc la démission, que Pierre de Leusse et Jean-Jacques de Bresson, directeur général, avaient donnée le 13 mai 1972²³. Bien entendu, c'est un sujet qu'il devrait être possible d'approfondir, mais nous laisserons ce plaisir à d'autres.

Sur l'intégration de l'Allemagne dans l'Union européenne

En janvier 1949, quand Robert Schuman était ministre des affaires étrangères, Pierre de Leusse assistait Jean-Camille Paris, directeur Europe au Quai d'Orsay. Dans une note datée du 4, il écrit que « *l'intégration européenne reste préférable au danger que représenterait l'Allemagne forte et puissante hors de tout cadre européen. (Il devait être) possible, de se protéger d'une hégémonie allemande par l'association étroite dans l'union européenne des peuples britannique et français.* »

En accord avec la nouvelle impulsion donnée par le ministre Schuman (et à l'inverse des gaullistes), la direction Europe du quai d'Orsay était alors « *très consciente de la nécessité de résoudre le problème allemand dans le cadre d'une union européenne, et de mettre à profit le courant favorable à l'Europe qui existe en Allemagne* » (Pierre Gerbet : « *Politique étrangère de la France. Le relèvement 1944-1949* », Impr. Nat. 1991, p. 294. Signalé par Gallica).

Ce sera encore le credo de la diplomatie française, sous François Mitterrand, après la réunification de l'Allemagne et lors de la création de l'euro.

Maire de Reichshoffen

A la suite de son grand-père Paul et de son père Jean, Pierre de Leusse a été maire de Reichshoffen, pendant dix-huit années, de 1953 à 1971. Comme il était ambassadeur en même temps, les documents administratifs à signer devaient lui être transmis par la valise diplomatique. Bien souvent aussi, il ne pouvait faire autrement que de se rendre aux séances de son conseil en hélicoptère.

Il décéda à son domicile parisien le 2 août 1976 à l'âge de 71 ans, des suites d'une crise cardiaque. Il fut inhumé dans l'après-midi du 7 août suivant dans le caveau familial du cimetière de Reichshoffen à l'issue d'une cérémonie religieuse empreinte, selon sa dernière volonté, de la plus grande simplicité. Son cercueil était recouvert du drapeau



Michel Debré avec Pierre de Leusse à Reichshoffen en 1970 lors de l'inauguration du monument du centenaire de la bataille d'août 1870



français et de ses insignes de grand officier de la Légion d'honneur. Il n'y eut ni discours, ni couronnes, seulement des fleurs cueillies par la famille dans sa propriété de la Papeterie.

Parmi les personnalités présentes, on avait remarqué Mgr Fischer, en remplacement de l'évêque de Strasbourg, François de la Boulay, directeur général des affaires politiques au quai d'Orsay, représentant de M. Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, un représentant du Conseil d'Etat, M. de Bresson, ancien président de l'ORTF, le général de Bénouville (du réseau de résistance *Alliance* que le défunt avait croisé en Suisse), les députés gaullistes Bord et Radius, les comtes de Pourtalès et d'Andlau...

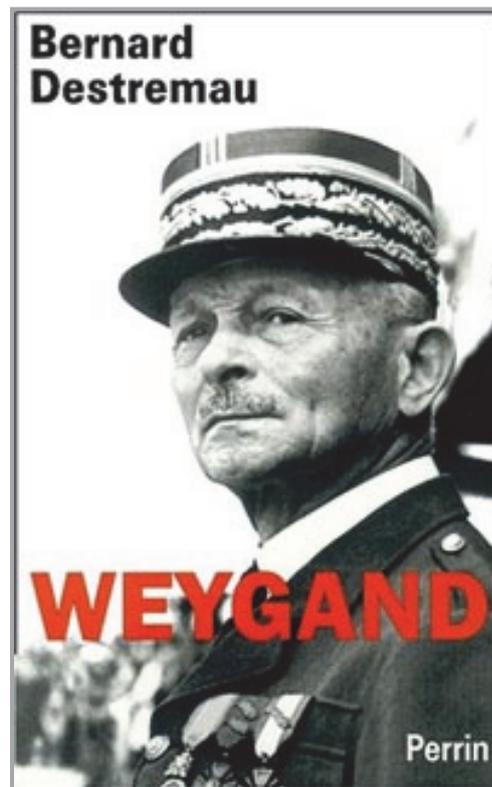
Les anciens ministres Michel Debré et Couve de Murville avaient de leur côté envoyé des télégrammes, et le président de la République Giscard d'Estaing avait écrit à la comtesse un mot de condoléances, disant notamment : *« Il a fait preuve d'une foi ardente en ses convictions, d'un dévouement et d'une ténacité auxquels je rends hommage. »*

Un billet signé H. W. dans les DNA a ajouté : *« Jamais Pierre de Leusse n'aurait accepté de faire entrer dans son jeu, par prudence ou par intérêt, la notion d'une manœuvre ou d'un ressentiment. Diplomate de grand style, inaccessible aux préjugés, il n'obéissait qu'à sa conscience. Croyant, il associait le patrimoine de la France aux valeurs chrétiennes dans une conception généreuse de la fraternité. »* En hommage à sa mémoire, l'école primaire et l'école maternelle de sa ville portent son nom.

Notes

- (1) B. Bordachar : « *Un grand orateur, l'abbé Bergey, député de la Gironde (1881-1950)* », Grasset, 1963, p. 234-235.
- (2) Lettre de Mme Antoinette de Leusse, du 10 décembre 2015.
- (3) Claude Bouchinet-Serreulet : « *Les heures décisives, entretien avec Geoffroy de Courcel* », *Espoir*, n° 92, juin 1993, repris par www.charles-de-gaulle.org.
- (4) Charles Pomaret : « *Le dernier témoin. Fin d'une guerre, fin d'une république* », Presses de la Cité, 1968, p. 186.
- (5) Weygand : « *Mémoires* », Flammarion, 1950, t. 3, p. 251, 355 et suivantes.
- (5) Jacques Weygand : « *Weygand, mon père* », Flammarion, 1970, p. 285.
- (6) Jacques Weygand : « *Weygand, mon père* », Flammarion, 1970, p. 285.
- (7) Guy Raïssac : « *Weygand* », Albin Michel, 1963, p. 241.
- (8) Bernard Destremau : « *Weygand* », Perrin, 1989, p. 672.
- (9) H. du Moulin de Labarthète : « *Le temps des illusions* », A l'enseigne du cheval ailé, Genève, 1946.
- (10) Ian Hamel : « *L'affaire Bettencourt, derniers secrets* », L'Archipel, 2013, 312 p.
- (11) Colonel Groussard : « *Service secret (1940-1945)* », La Table ronde, 2964, cité par Pierre Assouline : « *Jean Jardin, 1904-1976. Une éminence grise* », Balland, 1986, p. 134.
- (12) Henri Frenay : « *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1943* », t. 1, Livre de poche n° 4051, 1974, p. 406-408.
- (13) Robert Belot, Gilbert Karpman : « *L'affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?* », Armand Colin, 2009, 431 p.
- (14) Henri Noguères : « *Histoire de la Résistance en France* », Robert Laffont, 1972, t. 3, p. 292.
- (15) Pierre Assouline : « *Jean Jardin, 1904-1976. Une éminence grise* », Balland, 1986, p. 139 et 143-144.
- (16) Pierre Péan : « *Une jeunesse française, François Mitterrand, 1934-1947* », Fayard, 1994, p. 423.
- (17) Bertrand de Jouvenel : « *Un voyageur dans le siècle* », Robert Laffont, 1979, p. 464.
- (18) Jean Védrine : « *Dossier. Les prisonniers de guerre, Vichy et la Résistance, 1940-1945* », Fayard, 2013, p. 735.
- (19) Diplomatic Documents of Switzerland: E4800 (A) 1967/111/61, db.dodis.ch
- (20) François Seydoux : « *Pierre de Leusse, portait et souvenirs* », *Revue des Deux Mondes*, octobre 1976.
- (21) *Etudes de Presse*, Institut français de presse, 15 octobre 1952, Gallica.
- (22) Jean-Claude Streicher : « *Un voyage de presse à l'ouvrage du Hochwald (octobre 1940)* », *L'Outre-Forêt*, n° 116, 4^e trim. 2001, p. 35-46.
- (23) *Journal de l'année 1972*, p. 480, Gallica.

Une des lettres du G^{al} Weygand à Pierre de Leusse en vente sur eBay en 2018



« Pierre de Leusse, chef de mon bureau de liaison à Vichy, m'avait été enlevé parce que trop intelligent, perspicace et fidèle à notre politique anti-axiste », dira le général Weygand après la guerre, à la commission parlementaire d'enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945.

